

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 10/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TATTU TP**

14 route de Besançon  
25390 Guyans-Vennes

Références : UID257090/SPR/BB 2026 - 0605A  
Code AIOT : 0005901545

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2026 dans l'établissement TATTU TP implanté 14 Route de Besançon Lieu-dit Rout Atre 25390 Guyans-Vennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et fait suite au renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière délivrée le 5 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TATTU TP
- 14 Route de Besançon Lieu-dit Rout Atre 25390 Guyans-Vennes
- Code AIOT : 0005901545

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roches massives calcaires. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2025 pour une durée de 30 ans, suite à la demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'approfondissement de la carrière. La production annuelle autorisée est de 30 000 tonnes en moyenne, avec une production maximale de 45 000 tonnes.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                             | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Plan de la carrière                                           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15    | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 6  | Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 3.3.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Garanties financières                       | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 1.2.1 et 1.2.2 | Sans objet        |
| 2  | Production                                  | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.1.2          | Sans objet        |
| 4  | Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.1.3          | Sans objet        |
| 5  | Accueil de déchets inertes                  | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.2.2 et 6.4.1 | Sans objet        |
| 7  | Vibrations                                  | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 5.2.1 et 5.2.2 | Sans objet        |
| 8  | Réserve d'eau pour l'incendie               | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7.2.1          | Sans objet        |
| 9  | Kits d'intervention                         | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7.3.1          | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 10 | Protection de la biodiversité | Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 8.1.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'activité sur la carrière.

L'examen documentaire et la visite sur site ont montré que l'exploitant respecte globalement les nouvelles dispositions figurant dans l'arrêté préfectoral du 5 juin 2025. Toutefois, l'exploitant doit encore s'approprier ce nouvel arrêté préfectoral et les actions correctives suivantes devront être mises en œuvre :

- la mise à jour annuelle du plan d'exploitation afin de tenir compte des nouvelles zones extraites, et des zones remblayées et remises en état ;
- la réalisation d'une campagne de surveillance des retombées de poussières lors des activités de concassage de matériaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 1.2.1 et 1.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1.2.1 : A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).<br>Phase 1 : 122 702 €<br>1.2.2 : L'exploitant transmet au Préfet le document établissant les garanties financières de la phase 1, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté une attestation de garanties financières d'un montant de 122 702 € valable du 18/09/2025 au 18/09/2030. Une copie de cette attestation a été transmise à l'inspection lors de la visite.                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 2 : Production

|                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.1.2                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Carrières                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 45 000 tonnes pour une année.<br>Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 30 000 tonnes par an. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite les volumes de matériaux extraits en 2025. La moitié de ces matériaux ont été concassés pour produire du granulat. Les quantités produites sont bien inférieures à la quantité autorisée.</p> <p>L'exploitant a également présenté les volumes vendus.</p> <p>L'ensemble de ces informations ont permis de renseigner la déclaration GEREPE de l'exploitant lors de la visite.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 3 : Plan de la carrière

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, Carrières</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'exploitation date de juin 2024. Il n'y a pas eu de mise à jour du plan en 2025 alors que des matériaux ont été extraits.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que le plan doit être mis à jour chaque année.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan d'exploitation de la carrière en 2026, après la période d'extraction prévue. Une copie de ce plan sera transmise à l'inspection pour la fin d'année 2026.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### N° 4 : Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage

|                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.1.3</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Carrières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'épaisseur d'extraction maximale est de 43 mètres.<br>La cote minimale d'extraction est de +733 mètres NGF.<br>Les fronts d'abattage sont constitués au maximum de 3 gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale. Le gradin supérieur aura une hauteur variant entre 0 m au plus bas et 13 m au maximum selon la topographie.<br>Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitation du palier inférieur à la cote 733 m NGF n'a pas encore commencé. La cote minimale de la carrière est située à environ 750 m NGF selon le plan de 2024 (cette zone n'a pas fait l'objet de tirs de mines depuis et était en eau lors de la visite).<br>La hauteur des gradins respecte la limite de 15 mètres.                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Accueil de déchets inertes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2.2.2 et 6.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Art. 2.2.2 :<br>La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière en vue du remblayage du carreau est limitée à 30 000 t/an, à partir de la 3 année d'extraction.<br>Les déchets utilisés sont conformes aux prescriptions du titre 6 du présent arrêté.<br><br>Art 6.4.1 :<br>I. L'apport de déchets et de matériaux inertes provenant de l'extérieur de la carrière est autorisé pour les activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une activité de recyclage de déchets et matériaux inertes</li> <li>• le remblayage de la carrière et le talutage des fronts</li> </ul> II . La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière est limité à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 6 000 t/an pour l'activité de recyclage</li> <li>• 30 000 t/an pour le remblayage de la carrière et le talutage des fronts</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas encore reçu de déchets inertes, ni pour le remblayage, ni pour le recyclage.<br>Un rappel des règles concernant l'acceptation des déchets inertes a été fait lors de la visite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 6 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 3.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant réalise une surveillance des retombées de poussières conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, sauf en ce qui concerne la fréquence de surveillance qui est semestrielle.                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Il n'y a pas eu de surveillance des retombées de poussières en 2025. L'exploitant a indiqué que celle-ci devait se faire à l'été 2025 pendant la période de concassage, mais qu'un incident technique sur le scalpeur avait interrompu celle-ci.<br><br>Pour 2026, il n'y a pas encore eu de concassage, la pièce défectueuse étant encore en réparation. L'exploitant a fait faire des devis pour une surveillance en 2026. Celle-ci sera organisée lorsque le concassage reprendra. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit faire réaliser une campagne de surveillance des retombées de poussières en 2026 pendant la campagne de concassage. Le rapport de surveillance sera transmis à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 7 : Vibrations**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 5.2.1 et 5.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit/Vibrations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>5.2.1 : La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s.<br>Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en œuvre pour respecter la valeur limite précitée.<br>5.2.2 : Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé au niveau des constructions et infrastructures les plus proches, lors de chaque tir la première année, puis à raison de 2 tirs par an. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les fiches des tirs de mines réalisés en 2025 ont été examinées. Il n'y pas encore eu de tir en 2026. Les mesures de vibration montrent une vitesse maximale de 1,9 mm/s pour le tir du 16/07/2025 (charge unitaire de 22,82 kg) et une vitesse maximale de 4,61 mm/s pour le tir du 31/07/2025                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>(charge unitaire de 72,6 kg).</p> <p>Pour le tir du 31/07/2025, la valeur maximale mesurée est proche de la valeur limite autorisée, la mesure ayant été réalisée au niveau des bâtiments de l'exploitant. Celui-ci doit être vigilant pour les prochains tirs.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 8 : Réserve d'eau pour l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau d'au moins 60 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site, la présence d'une réserve d'eau de 60 m<sup>3</sup> équipée d'une prise de raccordement a été constatée.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le SDIS était venu reconnaître la réserve incendie.</p>                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 9 : Kits d'intervention**

|                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7.3.1                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, aucune activité n'était en cours. L'exploitant doit s'assurer lors de la reprise d'activité que des kits d'intervention seront présents sur site.</p>                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                   |

**N° 10 : Protection de la biodiversité**

|                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 8.1.1                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R2.2q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu.</p> <p>Cette mesure permettra de conserver un habitat artificiel temporaire sur l'emprise en phase</p> |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>travaux pour la reproduction des batraciens.</p> <p>Avant extraction d'une zone, l'exploitant aménage une nouvelle dépression sur le carreau situé hors zone travaux à venir afin d'y recueillir les eaux de ruissellement au cours de l'année. La dépression existante au droit de la future extraction est alors vidée de son eau par pompage et les matériaux sont ensuite extraits. Ainsi, la zone d'accumulation d'eau est régulièrement déplacée afin de suivre le déroulement de l'extraction.</p> <p>La création d'une nouvelle dépression et la vidange par pompage de l'ancienne dépression en eau aura lieu en automne ou hiver précédant la phase d'extraction.</p> <p>La zone sera signalée au moyen de quelques blocs placés autour.</p> <p>En cas d'assèchement, l'exploitant apportera de l'eau au moyen d'une tonne à eau.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, le point bas de la carrière était en eau, et la piste d'accès est bloquée par des rochers. Il n'est pas prévu d'exploiter cette zone en 2026.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |